

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Equateur-au-bord-du-coup-d-Etat-militaire>

# **Equateur : au bord du coup d'Etat militaire**

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mercredi 2 juin 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par Heinz Dieterich**

Rebelión, 30 mai 2004

[Lire en español](#)

A 12 :30, le téléphone cellulaire du Colonel sonne. Son visage se tend. "Le coup d'Etat militaire est confirmé pour la nuit de dimanche à lundi", dit-il. "Quelle est ta source ?", demande-t-il par personne interposée. "Un général d'active", lui répond-elle. "C'est la troisième confirmation indépendante aujourd'hui".

Quelques minutes après le téléphone sonne de nouveau. "La Police Nationale de Santo Domingo s'est ralliée au coup." Le cousin germain du président Lucio Gutiérrez, le Général Vega Gutiérrez, troisième dans la chaîne de commandement de la Police nationale, sera nommé nouveau Commandant général de la Police pendant l'émeute de l'armée.

Le scénario du coup d'Etat projeté par Gutiérrez, qui s'est opportunément absenté du pays en raison du Sommet euro-latin à Guadalajara (Mexique), prévoit l'occupation militaire du Congrès dans la nuit du dimanche 30 mai, et sa dissolution subséquente par un décret, donné à connaître à l'aube du lundi 31 mai.

La tête militaire du coup d'Etat équatorien à la Fujimori est formée par un groupe de généraux dirigés par le ministre de la Défense, le Général Nelson Guerrero, avec l'appui de quelques secteurs des Forces armées, en particulier des unités appartenant à la Brigade des forces spéciales, stationnée près de la capitale, à Latacunga, avec 1.500 hommes, et dans d'autres quartiers comme Esmeraldas et Sucumbios. Un secteur important de la Police nationale sous la conduite du cousin germain de Gutiérrez participe également.

La chronologie du coup d'Etat militaire du Président est entrée dans sa phase décisive jeudi 27 mai à 18 :00. C'est à ce moment que les partis politiques les plus importants du Congrès sont arrivés à un accord pour destituer Gutiérrez, sous la forme juridique constitutionnelle d'"abandon de la charge", en utilisant comme motif les quinze voyages effectués par le Président pendant ses 16 mois à peine de désordre.

Le Parti social-chrétien de l'oligarchie de Guayaquil, contrôlée par son chef éternel León Febres Cordero ; la Gauche démocratique de Rodrigo Borja ; les "chinos" du Mouvement populaire démocratique (MPD) et le parti politique des indigènes, Pachacutik, entre autres, possèdent plus que les 51 voix requises pour destituer Gutiérrez.

A 18 :30 le Service secret du Commando conjoint des Forces armées informe le ministre de la Défense que le pouvoir civil adverse a obtenu les voix nécessaires pour en terminer constitutionnellement avec le mandat de l'ex-Colonel. Cette même nuit, le bras armé de Gutiérrez projette le coup.

Le dimanche 30 mai, à son retour du Sommet de Guadalajara, Gutiérrez signerait le décret de dissolution du Congrès ; les troupes d'élite investiraient le Congrès et les centres névralgiques de Quito et de Guayaquil ; un discours à l'aube du lundi 31, sur la chaîne nationale, ferait connaître la nouvelle situation politique, y compris la déclaration de l'État d'urgence, avec la suspension des droits civils.

Devant les protestations civiles attendues et annoncées par le "soulèvement indigène", on a prévu des agents des services secrets et des francs-tireurs qui, suivant le patron du coup d'Etat militaire contre Hugo Chávez en avril 2002, tueraient les leaders des luttes populaires.

À cet effet ils se déguiseraient en membres du dénommé "Groupe de combattants populaires" (GCP), des jeunes gens qui participent d'ordinaire aux manifestations encagoulés et munis de pistolets, ils sèmeraient le chaos et feraient feu sur les leaders sociaux.

Bien que la majorité des voix et le "soulèvement indigène" annoncé soient les motifs principaux du coup d'Etat, il y a d'autres puissantes raisons au complot.

1. La popularité de Gutiérrez avoisine les cinq pour cent, comme celle de Toledo au Pérou, de sorte qu'il n'a pas d'avenir institutionnel, faute de l'appui du peuple et des partis.
2. Le ministre de la Défense, le Chef du Commando conjoint, le Général de Division Octavio Romero et le Commandant général de la Marine, l'Amiral Rosero, font l'objet d'une enquête par la Commission de Contrôle du Congrès, pour "abus administratifs de vedettes et d'avions pour une promenade touristique avec leurs proches aux Galápagos". La dissolution du Congrès les sauverait de l'enquête.
3. Parmi les conspirateurs, il y a six généraux en attente de leur promotion de général de division ; promotion qu'ils obtiendront s'ils prennent part à l'émeute. Parmi eux le Général de Brigade Jorge Zurrita, un inconditionnel de Gutiérrez, qui serait désigné Commandant Général de l'Armée. D'autres généraux de la conspiration, comme le Général Jorge Miño, qui contrôle les services secrets de l'Armée, se trouvent sous le coup d'une enquête du Congrès pour corruption et ils ont, par conséquent, de forts motifs personnels de soutenir le coup.
4. En prévision du coup, Gutiérrez a avancé la date de la relève de tous les commandants des unités opérationnelles, originellement prévue pour la mi-juin, pour que ses camarades de promotion puissent assumer le commandement de ces unités, ainsi que des postes-clefs au ministère de la Défense.

Comme le soir tombait sur Quito, on informe que Gutiérrez a avancé son retour en Équateur pour ce samedi, motivé par une prise de position de l'État-major qui lui a fait savoir qu'il ne ferait rien pour le destituer, mais rien non plus pour le défendre. En outre, il a soulevé la nécessité d'une sortie négociée de la crise assortie de plusieurs conditions non négociables, parmi lesquelles le remplacement du ministre de la Défense, celui de secteurs de la hiérarchie militaire, et un accord avec les sociaux-chrétiens de Febres Cordero.

On suppose aussi que la présidence de facto de l'Équateur, l'ambassade des Etats-Unis, lui a fait savoir qu'il devait négocier le changement à venir. Un coup d'Etat sanglant parrainé par Washington, à quelques jours de la réunion de l'OEA à Quito, créerait un problème presque insurmontable de légitimation pour Washington, devant la certitude de sa condamnation par les pays les plus importants de la région.

De telle sorte que la négociation se fera probablement à l'ombre de la menace de la destitution et du soulèvement indigène, d'une part, et de la menace du coup d'Etat militaire de Gutiérrez, de l'autre.

Ce qui est de nouveau absent dans ce scénario, tout comme lors de la destitution de Bucarám et de Yamil Mahuad, c'est un projet de Patrie équatorienne - Grande Patrie, qui serait la seule possibilité donnée aux forces populaires et indigènes de briser le cycle stérile d'émeutes et de soulèvements qui se terminent toujours en triomphes de l'oligarchie.

**Traduction pour El Correo** : Hapifil  
Traduction de l'espagnol et de l'anglais.  
**Contact** : Philippe [hapifil@yahoo.fr](mailto:hapifil@yahoo.fr)